

Pourquoi la réforme de la police judiciaire menace l'État de droit

Article rédigé par *Contrepoints*, le 11 octobre 2022

Source [Contrepoints] : Le but réel de cette réforme n'est-elle pas de faire payer la PJ pour sa trop grande autonomie à l'égard du pouvoir politique ?

C'est un véritable vent de fronde qui se lève au sein de la Police Judiciaire (PJ).

En effet, selon les policiers, le projet de réforme de la PJ, héritière des « Brigades du Tigre » porté par [Gérald Darmanin](#) menacerait son indépendance, son efficacité et sa spécificité qui pourraient se retrouver en grande partie diluées dans une organisation globale à l'échelle départementale.

Jeudi dernier, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin recevait le directeur central de la police judiciaire (PJ), les directeurs zonaux de la PJ, les chefs d'office de la police et des représentants de la PJ. L'objectif de cette vaste réforme gouvernementale, déjà expérimentée dans huit départements et dont l'entrée en vigueur est prévue pour 2023, prévoit que les effectifs de la PJ, qui se consacrent aux enquêtes les plus complexes, soient dilués au sein de la sécurité publique, compétente pour les infractions de moindre envergure.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

11/10/2022 01:00